

Compte-Rendu du Conseil Municipal du 29 mars 2011

Conseillers élus : 23
Conseillers en fonction : 23
Conseillers présents : 20

Sous la présidence de M. STRAUB, Maire

Etaient présents: Mme GAUGIN - M. NAVROT - NICOLAY - DHIOS -Adjoint.

Mmes CUSUMANO - ANTOINE – FLORI - DILLER - ANDRE - PATRICOLA – HERZHAUSER
M. PERRET - KAUFFER - VINCENT - BRABLE - CORTINA - QUINIO - OMINETTI - TISON -Conseillers.

Absente excusée: Mme MAHIEU → proc à Mme PATRICOLA
Mme PALUCCI → proc à M. BRABLE

Absent M. LORANG

Date d'envoi de la convocation : 23 mars 2011

Secrétaire de séance : Mme FLORI

Ordre du Jour

1. Approbation du Compte rendu du CM du 8 février 2011
2. Vote du Compte Administratif 2010
3. Approbation du Compte de Gestion 2010
4. Affectation du résultat
5. Vote des crédits scolaires
6. Amitiés sigéo-castelloises – Demande de subvention
7. Avenant de renouvellement au bail de location Travaux Publics de l'Est
8. SIVT du Pays messin.
 - a) Retrait de la Commune de Marange Silvange
 - b) Modification des statuts
9. Achats des terrains
 - a) sis section 9, n°183 et 203
 - b) sis section 2 n°259/82
10. Résultat d'appels d'offres
 - a) Columbarium
 - b) Entretien du terrain de foot
11. Renouvellement du bail Orange – Signature d'une convention d'occupation privative du domaine public.
12. Actions en justice – Affaire SCYCADIS
13. Droit de Prémption urbain
14. Divers

1) APPROBATION DU COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 8 FEVRIER 2011

M. CORTINA demande la parole. Il trouve anormal que le compte rendu ne soit pas conforme à ce qu'il a dit lors du précédent Conseil.

D'une part, il s'était abstenu au point n°1. Il ne comprend donc pas pourquoi le secrétaire de séance n'est pas capable de compter des bras levés

D'autre part, les termes inscrits sur la délibération de la taxe d'habitation pour les logements vacants ne correspondent pas à ses propos ;

Il est demandé à M. CORTINA de bien vouloir communiquer précisément au secrétaire de séance les termes qu'il souhaite voir notés au compte rendu.

M. CORTINA ajoute que ses propos étant systématiquement mal retranscrits, il demande que les séances soient enregistrées.

M. le Maire refuse en raison du coût de cette mesure et du surcroît de travail administratif. Par contre, il lui propose de prendre le secrétariat de séance afin qu'il n'y ait plus de problèmes. M. CORTINA refuse. Il précise que dans ces conditions il va demander au Préfet la mise sous tutelle du Conseil Municipal.

M. NICOLAY répond qu'il a le droit de faire cette demande mais que s'il y avait des mouches dans la salle de conseil on les entendrait rire.

Le compte rendu du Conseil municipal du 8 février 2011 est approuvé par 21 voix pour et 1 abstention (M. CORTINA)

2) OBJET : VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF 2010

Rapporteur : Monsieur le Maire

Monsieur le Maire rappelle que chaque membre du conseil a été destinataire du Compte Administratif 2010, des résultats budgétaires 2010 et du résultat d'exécution du budget 2010 issu du compte de gestion 2010 et ce, afin de constater la concordance des écritures.

Il donne lecture et commente les résultats.

Section de fonctionnement :

- Dépenses : 1 705 560.25 €
- Recettes : 2 278 736.76 €

Excédent de fonctionnement : 573 176.51 €

Section d'investissement :

- Dépenses : 685 930.47 €
- Recettes : 595 890.26 €

Déficit d'investissement : - 90 040.11 €

Monsieur le Maire quitte la salle et ne prend pas part au vote.

Monsieur NICOLAY demande à l'Assemblée de bien vouloir se prononcer sur le document.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré

vote le Compte Administratif 2010

Adopté à l'unanimité.

3) OBJET : APPROBATION DU COMPTE DE GESTION 2010

Rapporteur : Monsieur le Maire

Monsieur le Maire présente à l'Assemblée le compte de gestion 2010 établi par le Trésorier Principal. Le résultat d'exécution s'établit comme suit :

	Résultat de clôture 2009	Part affectée à l'investissement 2010	Résultat de l'exercice 2010	Résultat de clôture de l'exercice 2010
Investissement	- 221 679.28	0	131 639.17	-90 040.11
Fonctionnement	345 683.47	0	227 493.04	573 176.51
	124 004.19	0	359 132.21	483 136.40

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré

approuve le Compte de Gestion 2010 après avoir constaté la concordance des écritures avec celles du Compte Administratif 2010.

Adopté à l'unanimité.

4) OBJET : AFFECTATION DU RESULTAT

Rapporteur : Monsieur le Maire

Monsieur le Maire invite le Conseil à statuer sur l'affectation du résultat de l'excédent de fonctionnement 2010 d'un montant de 573 176.51 €.

Montant à affecter : 573 176.51 €

Calcul du besoin d'affectation :

Déficit d'investissement de clôture : - 90 040.11 €

Restes à réaliser en dépenses : - 533 350 €

Restes à réaliser en recettes : +383 198 €

Besoin d'affectation - 240 192.11 €

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

décide d'affecter au compte 1068 la somme de 240 192,11 €.

Adopté à l'unanimité

5) OBJET : VOTE DES CREDITS SCOLAIRES

Rapporteur : Madame ANTOINE

Comme chaque année, le Conseil fixe les crédits à allouer par la commune aux écoles qui comprennent les fournitures scolaires, les fournitures de bureau ainsi que les sorties et classes vertes.

Elle propose de reconduire les tarifs 2010.

CREDITS FOURNITURES SCOLAIRES 2010/2011

ECOLES			NOMBRE D'ELEVES	SUBVENTION PAR ELEVE	MONTANT CREDIT
SOUS LES VIGNES	Mme KOSTYRA	PMG TP	24	28,50	684,00 €
ARC EN CIEL	Mme TAITE-DUVOISIN- HENQUINET/SCHAPPO	M-G PM	71	28,50	2 023,50 €
B. RABAS	Mme BRUNELLA/MME TESEI	CP CE1	19	28,50	541,50 €
	M. USALA	CP	24	28,50	684,00 €
	Mme ROUSSEL	CE1	18	28,50	513,00 €
	Mme PINTER	CE2 CM1	16	28,50	456,00 €
	M. DHENNE	CM1 CM2	16	28,50	456,00 €
	Mmes HOFFMANN/TESEI	CE2 CM1	16	28,50	456,00 €
	M. PICCIN	CM2	17	28,50	484,50 €
TOTAL			221		6 298,50 €

CREDITS/BUREAU

ECOLES	NBRE DE CLASSE	SUBV. PAR CLASSE	MONT. CREDIT
B. RABAS *	7+2	82,50 €	742,50 €
* 7 + (cl. informatique+Rased)			
SOUS LES VIGNES	1	Forfait	165,00 €
ARC EN CIEL	3	82,50 €	247,50 €
TOTAL	13		1 155,00 €

CREDITS SORTIES

ECOLES	NBRE ELEVES	SUBV. PAR ELEVE	MONTANT CREDIT
B. RABAS	126	52,00 €	6 552,00 €
Classes vertes	37 max	90,00 €	3 330,00 €
SOUS LES VIGNES GS	9	48,00 €	432,00 €
MS/PS/TPS	15	17,00 €	255,00 €
ARC EN CIEL GS	26	48,00 €	1 248,00 €
MS/PS	45	17,00 €	765,00 €
TOTAL	258		12 582,00 €

*

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

vote les crédits tels qu'énumérés ci-dessus.

Adopté à l'unanimité.



M. le Maire fait part d'un courrier de l'Education Nationale nous précisant qu'il est plus que probable qu'une poste d'enseignant soit supprimé à l'école Bernard Rabas à la rentrée prochaine au vu des estimations d'effectif transmis par la directrice.

Cette nouvelle est fort mauvaise pour la Commune mais pas surprenante du fait de la baisse des effectifs.

M. le Maire précise qu'il fera un courrier motivé à l'Education Nationale afin de demander la conservation de cette classe. Les délais de réponse sont extrêmement courts.

M. QUINIO pense qu'il faut rechercher les raisons pour lesquelles les effectifs sont en diminution afin de réfléchir à la mise en place d'une politique pour maintenir les effectifs. Il précise que la Commune possède un parc immobilier de logements sociaux et locatifs conséquent et que l'on devrait se rapprocher de ces organismes afin d'obtenir et d'analyser les chiffres des compositions familiales des 10 dernières années.

6) OBJET : AMITIES SIGEO-CASTELLOISES – DEMANDE DE SUBVENTION

Rapporteur : Madame ANTOINE

Madame ANTOINE fait part à l'Assemblée du dossier de demande de subvention des Amitiés Sigéo-Castelloises pour 2011.

Comme chaque année, l'association renouvelle sa demande d'un montant de 2 750 € dans le but d'organiser la Fête de la vigne en septembre prochain ainsi que le feu d'artifice tiré à cette occasion.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

décide de verser une subvention de 2 750 € aux Amitiés Sigéo-Castelloises.

Adopté par 21 voix pour et 1 abstention (Mme GAUGIN)

7) OBJET : AVENANT DE RENOUVELLEMENT AU BAIL DE LOCATION TRAVAUX PUBLICS DE L'EST

Rapporteur : Monsieur le Maire

Monsieur le Maire rappelle au conseil que la commune loue un terrain sis rue de l'Etang à la société TRAVAUX PUBLICS de l'EST (LTPE).

Le bail est arrivé à échéance le 31 octobre 2010 et il propose de procéder à son renouvellement pour une durée de 9 ans du 1^{er} novembre 2010 au 31 octobre 2019 au prix de 1 254.38 € mensuels.

Maître GURY qui gère cette location pour la commune est chargé de la rédaction du renouvellement de bail.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

accepte le renouvellement et autorise le Maire à signer le nouveau bail

Adopté à l'unanimité.

8) OBJET : SIVT du PAYS MESSIN

Rapporteur : Monsieur DHIOS

1. retrait de la commune de Marange-Silvange

Monsieur DHIOS informe l'Assemblée de la demande de retrait de la commune de Marange-Silvange du syndicat qui souhaite dorénavant mener elle-même les actions de communication pour ses manifestations.

Conformément aux dispositions des articles L.5711-1 et L.5218-18 du code Général des Collectivités Territoriales, les conseils municipaux des communes membres doivent délibérer sous 3 mois.

Le **Conseil Municipal** après en avoir délibéré

prend acte du départ de la commune de Marange-Silvange.

Adopté à l'unanimité.

2. Modification des statuts

Monsieur DHIOS explique que la Préfecture a demandé au syndicat de bien vouloir rectifier quelques imprécisions relevées dans les statuts et plus précisément dans les articles 5, 6 et 7.

Il donne lecture de la délibération du comité syndical en date du 3 février dernier donnant avec précision les différentes modifications à effectuer.

Conformément aux dispositions des articles L.5711-1 et L.5218-18 du code Général des Collectivités Territoriales, les conseils municipaux des communes membres doivent délibérer dans un délai de trois mois à compter de la date de la délibération du comité syndical.

Le **Conseil Municipal** après en avoir délibéré

accepte la modification des statuts tel que demandée par Monsieur le Préfet en rédigeant les articles 5, 6 et 7 comme suit :

Article 5 :

« Le syndicat est administré par un comité composé de délégués élus par les communes et les EPCI membres. Chaque commune membre sera représentée par un délégué titulaire et un délégué suppléant, à l'exception des communes de Montigny-les-Metz et Metz qui seront représentées respectivement par deux et trois délégués titulaires et suppléants. Les EPCI membre du syndicat seront représentés par autant de délégués titulaires et suppléant que de communes qui les composent ».

Article 6 :

« Le comité élit parmi ses membres un bureau dont il détermine les compétences. Ce bureau est composé du président, d'un ou plusieurs vice-présidents et d'un ou plusieurs autres membres.

Le nombre de vice-président est librement déterminé par l'organe délibérant, sans que ce nombre puisse excéder 30% de l'effectif de celui-ci.

Le règlement intérieur définira les conditions dans lesquels des personnalités qualifiées et les administrations et organismes concernés seront associés avec voix consultative aux travaux du comité ».

Article 7 :

Supprimant à l'article 7 « les fonds de concours ».

Adopté à l'unanimité.

9) OBJET: ACHATS DE TERRAINS

Rapporteur : Monsieur le Maire

A. terrains sis section 9 n°183 et 203

M. le Maire rappelle que lors de la réunion du Conseil Municipal du 8 février 2011, la commune a décidé de se porter acquéreur de deux terrains Voie de la Liberté sis en section 9 n°183 et 203 appartenant à

Réseau Ferré de France et sur lesquels se trouve le centre de lavage « l'Eléphant Bleu » en faisant usage de son droit de priorité.

Il rappelle que conformément à ce qui avait été évoqué lors de la précédente réunion, cet achat va permettre de constituer une réserve foncière ainsi que de sauvegarder une activité économique sur la commune.

Il convient d'autoriser la Maire à signer l'acte d'achat.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

autorise le Maire à signer l'acte et tous les documents y afférent.

Adopté à l'unanimité.

B. terrains section 2 n°259 b/82

Rapporteur : Monsieur NICOLAY

Monsieur NICOLAY rappelle que l'on a déjà abordé ce point au conseil du 8 novembre 2010 lors de la demande de subvention pour l'aménagement du parking.

Il rappelle également que cette vente se fait à l'euro symbolique à la suite d'une rencontre avec les représentants de la société BATIGERE.

M. QUINIO souhaite que soit revu le stationnement longitudinal de la rue de la Cheneau au niveau de ce parking car il estime l'endroit dangereux.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

❖ **décide** d'acquérir le terrain à l'euro symbolique.

❖ **confie** la rédaction de l'acte à Maître ROTH.

❖ **autorise** le Maire à signer l'acte.

Adopté à l'unanimité.

10) OBJET: RESULTATS D'APPELS D'OFFRES

Rapporteur : Monsieur NICOLAY

1. Columbarium

Monsieur NICOLAY rappelle que la commune a décidé par délibération en date du 8 février 2011 d'acquérir 12 cases supplémentaires au columbarium.

L'appel d'offres a été lancé.

4 entreprises ont fait parvenir leurs offres.

Nom de l'entreprise	Montant HT	Montant TTC
OGF	7600.00	9 089.60
SARL MEAZZA	17 049.00	19 255.60
MUNIER	10 546.20	12 613.26
SA GRANIMOND	16 510.20	19 746.20

Monsieur NICOLAY présente les différents projets.

Après étude des offres en fonction de différents critères :
Coût des travaux : 30 %

Qualités esthétiques : 40 %
 Délais d'exécution 10 %
 Qualités intrinsèques des produits proposés : 10 %
 Qualité du mémoire justificatif : 10 %

La commission d'appel d'offres propose de retenir l'entreprise MUNIER qui présente une offre économiquement et qualitativement la plus avantageuse.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

entérine la décision de la Commission d'Appel d'Offres.

Adopté à l'unanimité.

2. Entretien du terrain de foot

Monsieur NICOLAY fait part au Conseil de l'appel d'offres qui a été lancé pour l'entretien des terrains de foot d'honneur et d'entraînement.

Il rappelle que cela comprend la tonte des terrains avec ramassage et évacuation des déchets sur plateforme de traitement (obligatoire et payante). Finition au fil main courante et grillage. (17 à 21 passages si nécessaires). Roulage toutes les 3 tontes (5 à 7 passages), un traitement au fongicide, un désherbage sélectif du terrain d'honneur avec scarification et une fertilisation du terrain d'honneur comprenant la fourniture et l'épandage d'un engrais gazon à minéralisation lente.

3 offres ont été reçues.

Nom de l'entreprise	Montant HT	Montant TTC
Vert Paysage	10 595.00	12 671.62
Metz Paysage	9 364.55	11 200.00
Techni-Gazon	9 550.00	11 421.80

La commission d'appel d'offres réunie le 16 mars dernier propose au conseil de retenir la société Metz Paysage, moins disante.

Il propose également d'établir un contrat d'un an renouvelable 2 fois.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

entérine la décision de la Commission d'Appel d'Offres et accepte d'établir un contrat d'un an renouvelable deux fois.

Adopté à l'unanimité

11) OBJET : RENOUELEMENT DU BAIL ORANGE – SIGNATURE D'UNE CONVENTION D'OCCUPATION PRIVATIVE DU DOMAINE PUBLIC

Rapporteur : Monsieur BRABLE

Cette délibération annule et remplace la délibération prise lors de la séance du 8 novembre 2010.

Monsieur BRABLE précise que la délibération précitée a été rejetée par le contrôle de légalité. En effet, le bail qui lie la commune à la société ORANGE concerne le grenier de la mairie. Or, celui-ci relève du domaine public de la commune et ne peut, en conséquence, faire l'objet d'un bail commercial mais d'une convention d'occupation privative du domaine public (article L.2122-1 à L.2122-3 du code Général de la propriété des personnes publiques). Cette convention doit être temporaire, précaire et révocable.

Il a donc été proposé à l'opérateur de régulariser la situation au plus vite et de signer la nouvelle convention.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

autorise le Maire à signer la convention.

Adopté à l'unanimité.

12) OBJET : ACTIONS EN JUSTICE – AFFAIRE SCYCADIS

Rapporteur : Monsieur BRABLE

Monsieur BRABLÉ rappelle au Conseil que, dans le cadre des actions portées devant la justice en matière d'urbanisme, il convient de prendre une délibération nominative pour déléguer le Maire ou le Conseiller délégué chargé de l'urbanisme et du droit des sols à représenter la commune.

Il convient de se prononcer dans l'affaire qui oppose la commune à la société SCYCADIS pour mise en place d'un remblai sans autorisation.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

autorise Jacques STRAUB, Maire ou Jean BRABLÉ Conseiller délégué à l'urbanisme et au droit des sols à représenter la Commune dans l'action portée en justice contre la société SCYCADIS relative à une infraction à l'urbanisme et au droit des sols.

Adopté à l'unanimité.

13) OBJET : DROIT DE PREEMPTION URBAIN

Rapporteur : Monsieur BRABLE

Monsieur BRABLE informe le Conseil que le Maire n'a pas fait application du droit de préemption urbain pour les biens suivants :

Terrain non bâti	section 2 n°32 et 33	rue Alfred Pichon
Terrain bâti	section 5 n°211	Clos des Charmilles
Terrain bâti	section 1 n°224	rue Saint Vincent

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

prend acte de la décision du Maire de ne pas faire application du droit de préemption urbain pour les biens cités ci-dessus.

Adopté à l'unanimité.

14) OBJET : DIVERS

Remboursement de sinistre

Rapporteur : Monsieur le Maire

Monsieur le Maire informe l'assemblée que notre assurance vient de faire parvenir en Mairie un chèque d'un montant de 534,56 € pour le remboursement d'un sinistre survenu le 15 décembre 2009. un camion avait percuté un candélabre rue des Buissons.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

Autorise le Maire à procéder à l'encaissement de ladite somme.

Adopté à l'unanimité.

Stationnement au cœur du village

Mme DILLER a demandé d'inscrire ce point à l'ordre du jour. M. le Maire lui donne la parole

Mme DILLER exprime son mécontentement quant au marquage des emplacements de stationnement route de Lessy qui a été fait sans qu'elle et Mme FLORI ne soient consultées alors qu'elles habitent le quartier.

Elle trouve particulièrement anormal que des emplacements (3) le long du mur de la propriété de M. FLORI n'aient pas été matérialisés et qu'un emplacement ait été supprimé en bas du parking par la mise en place d'un bac à fleurs

Elle estime que les gens du quartier n'ont pas à aller se garer sur le parking de la Mairie ou de la Frécote qu'elle juge trop éloignés de son quartier (100m). Elle fait référence à un courrier de M. le Maire aux habitants du centre du village qui les avertissait de la matérialisation des places de stationnement et de l'application de la réglementation déjà en vigueur depuis plusieurs années qui est de la possibilité de verbaliser tout véhicule stationné hors emplacement et qui conseillait de venir se garer sur le parking de la Frécote souvent inoccupé.

Enfin, elle juge anormal d'avoir été elle-même verbalisée pour stationnement hors emplacement alors qu'elle est conseillère municipale et bénévole à la bibliothèque.

M. le Maire précise qu'il a été décidé de matérialiser les places de stationnement afin d'adapter la signalétique à la réglementation et permettre aux habitants de savoir précisément où il est possible de stationner en toute légalité. La levée de toute équivoque était recherchée de même qu'une plus grande sécurité pour les piétons

Certains points peuvent être revus et des améliorations apportées. Il lui propose donc de se rendre sur place afin d'en discuter. Il précise cependant que lorsqu'un véhicule fait l'objet d'une verbalisation, le statut du propriétaire n'entre pas en ligne de compte.

M. NICOLAY précise également que pendant 6 mois, le brigadier de police municipale encore non assermenté a averti les véhicules contrevenants. Les personnes concernées ne peuvent donc pas nier avoir été averties et pour certaines à plusieurs reprises

SCY CHAZELLES, le 31 mars 2011

La secrétaire de séance
Suzanne FLORI

le Maire
Jacques STRAUB